

# FORÊT GUYANAISE, TRÉSOR EN PÉRIL

**La rébellion en Guyane est l'occasion de rappeler que ce département est aussi une forêt exceptionnelle, très étudiée par les scientifiques, mais laissée à la merci des orpailleurs.**

**L**a grève générale en Guyane vous a peut-être donné l'occasion de réviser votre géographie. Si ce n'est pas le cas, sachez qu'il s'agit d'un département français d'Amérique du Sud, situé au nord du Brésil et au sud-est du Venezuela. On y trouve le plus fabuleux patrimoine naturel de la France : l'une des forêts tropicales parmi les moins fragmentées de la planète (ailleurs, les arbres ressemblent plutôt aux territoires palestiniens mités de colonies israéliennes). Malheureusement, cette forêt est saccagée à cause de l'orpaillage, dont on sait l'extrême nocivité : il entraîne des boues qui asphyxient les rivières, et du mercure qui empoisonne les poissons et les populations.

En analysant les images satellites des vingt dernières années, des chercheurs viennent de montrer que l'évolution de la déforestation est étroitement liée au cours de l'or. Plus celui-ci grimpe, plus la déforestation augmente, et inversement, comme l'explique Camille Dezécache, de l'université de Guyane : « Lorsque le cours de l'or était en deçà de 400 dollars l'once, voici une quinzaine d'années, environ 2 000 hectares de forêts étaient annuellement déforestés par l'orpaillage. Quand il a flambé, pour atteindre 1 600 dollars l'once en 2011-2012, cette déforestation a atteint près de 9 000 ha par an. » Abattre des arbres tropicaux est toujours terrible. Mais quand cela permet aux populations locales de faire la cuisine ou de planter des cultures, on pourrait à la limite comprendre. Tandis que, ici, c'est pour extraire de l'or, dont la destination première est de servir de « valeur refuge » à des millionnaires, sans que cela bénéficie aux populations locales (hormis la petite poignée de margoulines de l'orpaillage). Les arbres disparaissent pour que des riches deviennent encore plus riches.

## UN PATRIMOINE NATUREL FONDAMENTAL

Empêcher l'orpaillage est un casse-tête. Sachant que les orpailleurs clandestins viennent du Brésil, il faudrait prendre modèle sur Trump et construire un mur sur les 730 km de frontière avec le Brésil ! Il y a aussi de l'or dans la forêt brésilienne, mais les orpailleurs s'y aventurent moins, car s'ils s'y font choper, ils finiront dans des cachots, quand ils ne se feront pas flinguer sur place. Du coup, ils préfèrent aller en Guyane, où le pire qui puisse leur arriver est d'être renvoyés à la frontière brésilienne, d'où ils reviendront quelques jours plus tard. Camille Dezécache a aussi montré un système de « vases communicants » entre pays amazoniens : plus l'orpaillage est réprimé en Guyane, plus la déforestation se déporte sur le pays voisin, le Suriname. La France respire, mais à l'échelle de la forêt, le problème est seulement déplacé. Seule une coordination internationale pourrait limiter les dégâts.

Malheureusement, on n'en prend pas le chemin. Dans les relations France-Brazil, une étape vient cependant d'être franchie : il existe aujourd'hui un pont entre la France et le Brésil, au-dessus du fleuve Oyapock. Il a été inauguré le 18 mars. Sa construction a été signée en 1997 par le président Chirac, et le pont a été terminé en 2011, mais il est resté en plan depuis. En principe, un pont, c'est plutôt bien. Sauf qu'ici l'utilité ne saute pas aux yeux, vu que les autochtones traversent le fleuve en pirogue depuis la nuit des temps. L'ouvrage relie la petite ville guyanaise de Saint-



Georges (4 000 habitants) à l'État brésilien de l'Amapá, où l'activité économique est quasi nulle. Pour l'instant, il est emprunté par une petite centaine de véhicules par jour. Et quand on sait qu'il a coûté plus de 60 millions d'euros, ça laisse perplexe.

Pour étudier l'impact de ce pont sur les populations locales, le CRNS avait créé en 2008 un Observatoire hommes-milieux. Son directeur, Damien Davy, nous explique qu'en résumé il ne sert à rien : « C'est un pont géopolitique, mais du point de vue local, il n'y a pas de besoin de pont pour traverser le fleuve. Il nuit même à l'économie locale, car les piroguiers-taxis vont être mis au chômage. » Autrement dit, on fabrique un coûteux symbole qui – du moins aujourd'hui et sans doute pour pas mal de temps encore – semble inutile, voire néfaste. Certains estiment qu'on aurait mieux fait d'investir l'argent dans la lutte contre les orpailleurs (qui, eux, continuent de traverser la rivière en pirogue, sachant qu'ils ont à leur disposition 300 km de fleuve à peine surveillés par une dizaine de gendarmes).

En attendant que la forêt soit dévastée, les chercheurs étudient aussi la biodiversité. En plein cœur de la forêt, dans la réserve des Nouragues, le CNRS possède une station scientifique exceptionnelle. Parmi les dernières découvertes effectuées sur ce site, en voici une pas banale : on vient de découvrir que des fourmis de la forêt guyanaise sont contaminées par les phtalates. Ces perturbateurs endocriniens sont produits dans les villes, et se retrouvent en plein cœur de l'Amazonie à cause « d'une dispersion mondiale par le vent, sous forme gazeuse ou via les particules atmosphériques ». Ça en dit long sur l'impact de l'activité humaine à l'échelle du globe.

Les forêts tropicales sont aussi de fabuleux réservoirs de molécules thérapeutiques. Les chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement ont dressé l'inventaire des plantes traditionnellement utilisées par les populations locales. Ils ont découvert que pour soulager le paludisme, les Amérindiens utilisent les feuilles d'un arbuste, *Quassia amara*. De là, ils ont tiré une molécule antipaludique, la simalikalactone E<sup>1</sup>. Et on pourrait espérer tirer encore bien d'autres médicaments de la forêt.

La rébellion des Guyanais a le mérite d'attirer l'attention sur ce département. Il héberge un patrimoine naturel fondamental, non seulement pour la France, mais pour l'humanité entière. Les scientifiques le prouvent. Il serait temps que les politiques en tiennent compte. ■

1. Cette molécule a été brevetée par l'IRD. Brevet que des associations guyanaises ont jugé « peu éthique » car il ne reconnaissait pas les communautés guyanaises ayant participé au projet, mais l'IRD a finalement proposé d'en partager les éventuelles retombées économiques.